



Bimensuel
socialiste
féministe
écologiste

solidarités

435

24 05 2024
4 fr. / 4€

Histoire 10 International 12 Écologie 13 Queer 14

50 ans de la chute
du fascisme
au Portugal

Indépendantistes
kanakes
minorisé-es

Pour un
écosocialisme
décolonial

Transphobie
décomplexée
tous azimuts

Édito

LE MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ NE S'ARRÊTERA PAS AVEC LES OCCUPATIONS

Campements étudiants détruits par bulldozer aux Pays-Bas. Scènes de brutalité policière contre les étudiant·exs aux États-Unis, en Suisse, en Allemagne et en France. Interdictions de rassemblements

pacifiques, suspensions d'associations estudiantines, campagnes de diffamation, manipulation de l'information et des messages politiques : la liste des formes de violations des droits humains, en particulier

des droits à la liberté d'opinion, d'expression et de rassemblement, s'allonge à mesure que les mobilisations en faveur de la fin du génocide et du régime d'apartheid (termes utilisés par les rapporteur·ses spéciaux·ales des Nations Unies, par la Cour Internationale de Justice), perpétrés par Israël contre le peuple Palestinien à Gaza et dans toute la Palestine, prend de l'ampleur et développe des formes de solidarité transnationale.

Avant de faire le point sur le tournant autoritaire pris par les supposées démocraties occidentales dans leur volonté de réprimer le mouvement global de solidarité avec la Palestine, il convient de rappeler pourquoi ce mouvement s'amplifie et rallie à lui étudiant·exs, corps professoral, académiques, figures politiques, travailleur·euses et activistes.

Monde du travail

5

VETROPACK: QUAND LES TRAVAILLEUR·SES MONTRENT LA VOIE...

Les statistiques effroyables de la guerre génocidaire menée par Israël, soutenu par les États-Unis et d'autres puissances occidentales donnent le vertige : plus de 35 000 personnes tuées, dont 15 000 enfants. Des dizaines de milliers de blessés. Plus de 100 journalistes assassinés. Une campagne de famine orchestrée contre la population gazaouie. Le système de santé à Gaza totalement annihilé, toutes les universités détruites. C'est à cette réalité que le mouvement de solidarité avec la Palestine s'oppose : c'est cette annihilation systématique qui crée l'indignation globale, et ce, malgré les attaques répétées, les tentatives de censure et la répression policière qui lui est infligée.

En Suisse, des images choquantes de policiers évacuant les étudiant·exs et leurs sympathisant·exs nous sont parvenues de l'ETH de Zurich. À L'EPFL, l'association féministe Polyquity a été suspendue suite à une conférence sur le fémonationalisme, le colonialisme et la Palestine, du jamais-vu dans l'histoire de l'école. À Genève, les étudiant·exs ont été évacués par la police sans aucune sommation. Le tout relayé par une couverture médiatique visant à discréditer les étudiant·exs et plus largement le mouvement en solidarité avec la Palestine.

Devant de telles mesures portant atteinte aux droits fondamentaux, auxquels les démocraties occidentales se disent tellement attachées, l'on se demande pourquoi leur application se fait à géométrie variable. Pourquoi le carnage en cours à Gaza s'effectue dans un tel climat d'impunité, et pourquoi s'opposer à un génocide devient une controverse ? Là résident nos questions, que nous n'arrêterons pas de poser jusqu'à ce que justice soit faite.

Le mouvement de solidarité avec la Palestine, en Suisse comme au-delà de ses frontières, ne s'arrêtera pas avec les évacuations des universités et la répression : au contraire, le mouvement continuera de s'organiser, de demander des comptes aux gouvernements responsables pour toutes les violations du droit international, et de lutter contre le colonialisme et l'occupation.

Paola Salwan Daher

AGENDA

Genève

MA 28 MAI
METRO BOULOT KINO
Projection de *Reprise en Main* (Gilles Perret, France 2021).
19h Fonction Cinéma, Genève

ME 29 MAI
MANIF CONTRE LES JETS PRIVÉS
Contre le plus grand salon européen de l'aviation privée EBACE qui se tiendra à Palexpo et à l'aéroport de Genève. Parade (à vélo, rollers, trotinettes, skate, etc.) en direction de l'aéroport.
15h30 Parc des Crottes, Genève

MA 4 JUIN
RENDU DU VERDICT SUR L'INCENDIE FOYER DES TATTES
17h Palais de Justice, Genève

VE 14 JUIN
GRÈVE FÉMINISTE
Infos à venir

MA 18 JUIN
LE FIL ROUGE
Projection de *L'Évènement*, (Audrey Diwan, France, 2021), suivie d'une discussion.
18h30 Cinélux, Genève

Vaud 14 JUIN
VE
MANIFESTATION DE LA GRÈVE FÉMINISTE
18h Place de la Riponne, Lausanne

National 29 MAI
ME
STOP FUELING GENOCIDE
Mobilisation à l'Assemblée générale de Glencore, l'un des principaux fournisseurs d'énergie d'Israël.
11h Artherstrasse 2-4, Zoug

NEUCHÂTEL SA 25 MAI

REJOINS-NOUS POUR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE SOLIDARITÉS NEUCHÂTEL !

VIENS DISCUTER DE NOS CAMPAGNES ET PROJETS À VENIR !
SUIVIE D'UN APÉRO

13 H 45 CENTRE DE CULTURE ABC, LA CHAUX-DE-FONDS

NATIONAL SA 25 MAI

MANIFESTATION NATIONALE POUR LE BOYCOTT ACADÉMIQUE

15 H PLACE DE LA RIPONNE, LAUSANNE

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur·ice·x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde ? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités !
→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous ! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé !
→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements
→ Par Twint, en scannant ce QR code



Impressum	Tirage
Journal solidariétés	5 000 exemplaires
Éditeur	17 n° par an
Case postale 2089	Comité éditoriel
1211 Genève 2	Clara Almeida Lozar
T +41 22 740 07 40	Nadja Badoui
E journal@solidarites.ch	Clément Bindenschiedler
W solidarites.ch/journal	Carl Studer
	Noémie Rentsch
	Monolo Vuarnet
	José Sanchez
	Thomas Vachetta
	Relecture
	Luna Allouix
	Pierre Conscience
	Nathalie Delbrouck
	Anouk Essyad
	Guy Rouge
	Franoise Wos
	Maquette et mise en page
	Niels Wehrspann
	Couverture
	Niels Wehrspann
	Photos: Eric Roset
	et François Graf/Strates

Abonnements	
Annuel	fr. 80
Étudiant·es, chômeurs·euses, AVS/AI/...	40
Soutien	150
3 mois à l'essai	Gratuit!
► Pour payer: CCP 17-216950-1	
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1	
Demandes d'abonnement et changements d'adresse: abos@solidarites.ch	

Contacts régionaux du mouvement			
Genève	Fribourg/Freiburg	Neuchâtel	Vaud
25, rue des Gares	Case postale 532	Case postale 3105	5 place Chauderon
Case postale 2089	1701 Fribourg	2001 Neuchâtel	1003 Lausanne
1211 Genève 2	E fribourg@solidarites.ch	T +41 77 502 79 53	T +41 79 302 38 34
T +41 22 740 07 40		E ne@solidarites.ch	E vaud@solidarites.ch
E info@solidarites.ch		W solidarites.ch/ne	W solidarites.ch/vaud
W solidarites.ch/geneve			



National En mouvement Éducation Palestine

UNE OCCUPATION HISTORIQUE À L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

Du 2 au 15 mai derniers, plusieurs centaines d'étudiant·exs et de membres de la communauté universitaire ont occupé l'Université de Lausanne en solidarité avec la Palestine. Si l'occupation a désormais pris fin, suite aux pressions exercées notamment par le Conseil d'État, cette mobilisation demeure historique. Elle a participé à lancer un mouvement qui a depuis essaimé sur de nombreux autres campus. Entretien avec des camarades membres du collectif.

Quelles sont les revendications du mouvement ?

Elles sont au nombre de quatre et répondent à l'appel lancé par Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS) en 2004. Nous exigeons en premier lieu une condamnation ferme de la part de l'Université de Lausanne des meurtres d'académiques et d'étudiant·exs en Palestine occupée et de la destruction des universités à Gaza.

La deuxième revendication porte sur l'accueil des chercheur·sexs palestinien·nexs et la troisième sur la publicisation des accords et projets en cours avec les institutions académiques israéliennes. Enfin, la plus importante est l'interruption

immédiate de ces collaborations, quelle que soit leur nature.

Comment s'est organisé le campement ?

Déjà, je pense qu'il est important de souligner le fait qu'en suivant l'exemple de nos camarades étasuniens, nous nous inscrivons dans l'histoire des mobilisations contre la guerre et l'apartheid. Toutes ces luttes – contre la guerre du Vietnam ou contre l'apartheid en Afrique du Sud par exemple – sont désormais encensées. Il en sera de même pour notre combat pour la libération du peuple palestinien !

Concernant le camp, c'était impressionnant et assez inédit

dans notre expérience militante. Le campement était auto-organisé et deux assemblées générales avaient lieu chaque jour, l'une le matin – qui portait sur la transmission des informations – et une autre le soir. Celle-ci était en général plus longue et permettait de débattre et de prendre des décisions politiques. Le camp fonctionnait en outre par groupes de travail dans lesquels les diverses tâches étaient déléguées ; par exemple un GT logistique, un GT média qui a fait un super travail de relation avec la presse écrite et visuelle, un GT politique et stratégie, ou encore un GT élargissement qui cherchait à tisser des

liens avec les enseignant·exs, les partis politiques ou les syndicats.

Ce qui était intéressant, c'est la diversité du camp et des personnes qui y participent, à la fois en termes d'appartenance sociale, raciale ou religieuse mais aussi d'expérience militante. Le fait d'avoir des personnes qui viennent de traditions militantes différentes peut parfois être un défi, mais dans notre situation, c'était bien géré, avec un travail en commun qui fonctionnait et un mouvement uni.

En dehors des étudiant·exs qui ont fait vivre ce mouvement, quelle était la place des professeur·exs et du corps intermédiaire de l'Université dans cette mobilisation ?

Il faut en effet préciser que le collectif n'est pas uniquement constitué d'étudiant·exs ; c'est important pour nous de faire passer le message que l'université doit être ouverte à la cité et au monde extérieur. Pour ce qui est des professeur·exs, ils et elles ne sont pas à l'origine de l'impulsion de la mobilisation mais un certain nombre d'entre eux et elles nous ont rapidement rejoint. Une lettre de soutien a été écrite et des contacts étroits se sont tissés. Certain·exs participaient aux assemblées générales en tant que membres à part entière. Nous avons profité de leur connaissances internes au système universitaire et discutons d'égal à égal.

Peux-tu revenir sur la manière dont les universités israéliennes participent à l'apartheid, la colonisation et au génocide ?

On a beaucoup entendu que les universités israéliennes seraient le lieu de la critique dans ce pays. En plus,

la Direction de l'Unil s'opposait au boycott académique et ne remplissait pas son engagement de « transparence » pris dès le premier soir. Nous avons donc mené nos propres recherches et produit un rapport de 32 pages qui montre l'ampleur de l'implication de ces institutions avec l'État et l'armée israélienne. Les deux universités avec lesquelles l'Unil collaborent l'illustrent bien : l'une est située et s'étend en territoire palestinien occupé, forme des officier-es du renseignement et des ingénieur-es militaires et soutien la guerre à Gaza; l'autre forme et collabore avec les forces de police, le système judiciaire et carcéral. La direction ne l'a pas lu et nous avons donc choisi de le publier pour montrer au public que c'est bien une question qui concerne les universités suisses, y compris celle de Lausanne.

Depuis le début du mouvement à Lausanne, des occupations ont été lancées dans plusieurs autres université ou hautes écoles. Quels liens entreteniez-vous avec ces luttes ?

Tous les collectifs et occupations fonctionnaient de manière indépendante et autonome. L'action à Lausanne a cependant montré que c'était possible. Le fait que nous puissions rester à l'Université, que nous puissions obtenir des victoires concrètes, et que ce combat se passe de façon ouverte et démocratique semble avoir lancé une impulsion. Nous sommes en outre en train d'organiser une coordination nationale, afin de mettre en commun le travail militant réalisé et d'échanger sur nos expériences pratiques d'organisation interne, de construction politique ou encore de négociation avec les directions. L'enjeu est d'apprendre des expériences des autres et de se donner les moyens d'intervenir également au niveau national, en dehors de nos universités et hautes écoles respectives.

C'est aussi intéressant de constater la réponse très différente selon les rectorats : celui de l'Université de Lausanne a tout de même été ouvert à la discussion et ne nous a pas envoyé la police directement, ce qui n'est pas le cas de l'EPFL ou de l'EPFZ. Cela démontre une tension plus grande dans ces derniers lieux, où il y a sans doute plus d'enjeux et d'accords financiers avec les universités israéliennes.

Après une semaine d'occupation jour et nuit, le mouvement a pris la décision d'accepter l'injonction de la direction de l'Université d'être sur les lieux uniquement de 7 h à

22 h. Qu'est-ce qui vous a motivé à accepter cette configuration ?

Cette décision a donné lieu à de nombreuses discussions au sein du camp, sur la manière de mener notre lutte et sur les objectifs que nous nous fixons. Il faut dire que nous étions assez fatigué-exs... Une occupation avec une présence 24 h/24 et la menace d'une évacuation qui plane demande beaucoup d'énergie. Il nous semble cependant qu'il s'agit d'une véritable victoire qui peut donner du courage à d'autres universités. Ainsi, le rectorat est entré en matière sur nos revendications en lien avec le boycott et le gel des relations selon des modalités qui restent à préciser et à discuter.

Cette modification des conditions nous a permis de rester dans le bâtiment selon nos modalités, aux heures importantes, c'est-à-dire celles durant lesquelles toute la communauté universitaire est sur place. Nous avons pu conserver une présence visuelle forte par nos drapeaux, nos banderoles, la tenue de nos assemblées dans le hall principal ainsi qu'un lieu d'accueil. De cette manière, nous avons continué d'avoir un échange avec la communauté universitaire. Le fait de garder une présence nous a aussi permis d'ancrer le mouvement sans être dans l'urgence, de l'inscrire sur un temps plus long et de débattre de sujets de fond.

Quelles perspectives voyez-vous pour la suite du mouvement ?

Dans l'immédiat, nous continuons les négociations avec la direction pour défendre le boycott académique, ou au moins le gel des collaborations jusqu'à ce que la commission que la Direction souhaite mettre en place ait évalué les collaborations selon des critères de droit international, d'éthique, de liberté académique et d'utilisation des recherches. Une chose est sûre, sans notre mobilisation, l'Unil serait restée silencieuse.

Nous sommes fier-exs des victoires que nous avons obtenues, même maigres, comme la dénonciation des destructions des universités et du massacre des universitaires palestiniens. Sur le moyen-long terme, nous allons continuer notre mobilisation : tracter et afficher sur le campus, organiser des conférences, soutenir les mobilisations dans les autres universités, porter nos idées auprès de tous les corps intermédiaires de l'Unil, auprès des étudiant-exs, chez les chercheur-sexs, etc. bref : construire le mouvement.

Propos recueillis par Marie Joliet



SEPT JOURS D'OCCUPATION ET 49 ARRESTATIONS

Le mardi 7 mai à midi, dans la lignée des occupations lancées à Lausanne, des étudiant-exs de l'Unige s'installaient au centre d'Unimail pour faire entendre leurs revendications.

La coordination étudiante pour la Palestine de l'Université de Genève (CEP Unige), reprenant les revendications des autres occupations, s'est ainsi lancée dans une mobilisation qui a fait date. L'occupation même des bâtiments a duré sept jours et la mobilisation continue actuellement sous d'autres formes.

Cette occupation a été un moment d'organisation politique par le bas exemplaire. Les étudiant-exs ont servi trois repas par jours et se sont assuré-exs de l'application d'une charte anti-discrimination. Ils ont organisé quotidiennement des moments de discussions et de décisions collectives et ont assuré leur propre sécurité, malgré des agressions sionistes répétées durant la semaine.

Ils sont parvenu-exs à imposer leur propre agenda au rectorat de l'Unige. Malgré les menaces d'évacuation qui planaient dès le samedi 12 mai, la CEP Unige avait choisi de maintenir sa présence dans Unimail jusqu'à l'arrivée de la police puis de partir pacifiquement à la première sommation. Malheu-

reusement, la rectrice, Audrey Leuba, avait un autre plan.

Mardi 14 mai à cinq heures du matin, les étudiant-exs se sont réveillés entourés de policier-es en civil. Ils ont été menottés, malgré l'absence de résistance de leur part. Quarante-neuf arrestations plus tard, la rectrice a annoncé abandonner sa plainte. Une décision qui souligne le caractère purement intimidant de la démarche et l'hypocrisie crasse des déclarations du rectorat sur sa volonté d'établir un dialogue avec la CEP.

Les découvertes de la CEP concernant les liens de l'époux de la rectrice avec l'industrie militaire israélienne, ainsi que ses relations privilégiées avec trois individus ayant agressé les étudiant-exs durant une nuit d'occupation viennent encore assombrir le tableau.

Malheureusement pour Audrey Leuba et le reste du rectorat, la CEP ne cédera pas face aux intimidations et continuera sa lutte tant que ses revendications ne seront pas appliquées. Palestine vivra, Palestine vaincra !

CB

MOBILISATION ÉTUDIANTE À L'UNINE

Le 15 mai, l'Aula des Jeunes Rives de l'Université de Neuchâtel a été le théâtre d'une mobilisation étudiante, à l'instar d'autres universités helvétiques.

Refusant de se taire face à l'apartheid et à l'occupation sioniste en Palestine, les étudiant·es ont choisi cette date symbolique, commémorant 76 ans de Nakba, pour lancer un mouvement de protestation retentissant, rappelant que la « catastrophe » n'est pas seulement une page d'histoire, mais une tragédie qui continue de se dérouler aujourd'hui sous nos yeux.

Les revendications sont claires : elles ciblent directement les liens entre leur université et les institutions académiques israéliennes, ainsi que le positionnement de l'Unine face au génocide de Gaza. Le message est sans équivoque : aucune collaboration ne doit perdurer avec des entités qui soutiennent ou facilitent un génocide, et l'Université a une responsabilité éthique de promouvoir la justice et le droit international, tant en son sein qu'avec ses partenaires.

Cette action visait à secouer les consciences et à forcer les institutions à reconnaître leur part de responsabilité dans la perpétuation de la souffrance palestinienne. Le Collectif Étudiant pour la Palestine de l'UniNE appelle à une prise de conscience globale et à un engagement concret pour le respect des droits humains et la justice.

Le 17 mai, après des premières négociations avec le rectorat, le Collectif a obtenu l'autorisation de continuer la mobilisation au sein de la Faculté de sciences, pendant les heures d'ouvertures.

Mercredi 22 mai, le Collectif et le rectorat ont finalisé la signature de cinq engagements, dont le positionnement public de l'Université en faveur des victimes et contre la destruction des universités, ainsi que la mise en place d'une commission d'expert·es pour évaluer les partenariats avec d'autres institutions.

La mobilisation a porté ses fruits et continuera sous d'autres formes !

Saoussen Hammami



Action d'avertissement avec blocage de l'accès aux stocks, Saint-Prex, 17 mai 2024

Monde du travail Écologie Vaud VETROPACK

QUAND LES TRAVAILLEUR·SES MONTRENT LA VOIE, LE CAPITALISTE REGARDE LA BOTTOM-LINE

Le 14 mai, la direction de Vetropack, dernière verrerie de Suisse qui recycle environ 25% du verre du pays, annonçait la fermeture de son site à Saint-Prex avec la suppression des 182 emplois. Entre enjeux syndicaux et écologiques, le cas de Vetropack illustre les apories d'un système capitaliste uniquement aiguillonné par la croissance de profits, mais également la capacité des travailleur·euses à proposer des solutions innovantes de manière autonome. Entretien avec Nicole Vassalli, responsable du secteur industrie chez UNIA et Thierry* (nom d'emprunt), travailleur chez Vetropack.

Le 30 avril, vous avez remis un rapport de plus de 50 pages avec des propositions concrètes pour sauver l'entreprise. Comment s'est constitué le groupe de travail qui l'a rédigé ?

Thierry : Ce groupe était constitué d'une dizaine de travailleur·euses qui ont été libéré·es de la moitié de leur temps de travail par la direction. Les autres

collègues ont également participé en prenant du temps sur leurs pauses et leurs weekends. Nous avons contacté des ingénieur·es de l'EPFL, des fournisseur·es, des fabricant·es et des politiques au niveau cantonal et fédéral. C'est donc un gigantesque travail à la fois scientifique et politique qui a été mené. On a vraiment fait un projet « Comment reconstruire

un outil de production à Saint-Prex de A à Z ». On a chiffré les investissements et les coûts de production. On leur a démontré que notre projet permet de faire des économies et donc de faire plus de profits. L'argument que la direction n'a pas cessé de marteler pour justifier la fermeture du site est qu'il est moins rentable que ceux à l'étranger. ➔



Tout ceci en très peu de temps finalement. Vous n'avez eu que globalement deux mois pour faire un travail qui peut normalement s'étaler sur une année entière.

T : Surtout qu'au début, la direction nous a refusé l'accès à leurs données et à leurs scénarios. Elle nous a dit que quoi qu'on fasse, ce ne serait pas rentable de maintenir le site de Saint-Prex. On a demandé à voir les rapports sur lesquels elle se basait. La direction a finalement lâché un petit document qui ne contenait presque rien et ont mis des semaines à répondre à nos questions.

Ensuite, il faut savoir que la construction d'un nouveau four, ce n'est pas notre domaine. Le four actuel date de 2006. Sa durée de vie est de dix ans, donc on aurait dû le changer en 2016. Cette année, des travaux ont été effectués pour le maintenir jusqu'en 2026. On a dû énormément discuter avec des expert-es, faire des recherches sur internet, lire des rapports. Une fois nos propositions remises, la direction est encore venue chercher la petite bête. On a donc réécrit aux fournisseur-ses. Certain-es ont collaboré, mais d'autres ont eu peur de se mettre la direction à dos et nous ont uniquement fourni ces informations par oral. Nous n'avons pas le droit de discuter du prix avec des fournisseur-ses, c'est du ressort du département technique.

Lors de la présentation du projet, la direction nous a pris pour des expert-es en rentrant dans les détails ! On a effectivement chiffré une très grosse partie des dépenses. Avec les 37 000 mètres carrés de toit pour mettre des panneaux solaires, on a également calculé la récupération d'énergie possible. On a vraiment regardé tout ce qu'on pouvait faire

sans toucher aux salaires. Nous sommes arrivés à la proposition de baisser les effectifs de 5 % via des plans de pré-retraites à 62 ou 63 ans. Mais ce qui nous intéressait surtout, c'était comment économiser et récupérer l'énergie. D'ailleurs dans notre projet, on a proposé la solution adoptée par une autre usine de Vetropack avec laquelle on a eu des contacts. On a également évoqué le développement d'un nouveau modèle de production et on a réussi à savoir qu'une nouvelle machine allait sortir cette année. La direction, dans son rapport, a indiqué qu'il s'agissait d'une machine en cours de développement, alors qu'on a réussi à avoir la date de commercialisation directement avec le fabricant ! Pour dire qu'ils ont des soi-disant expert-es qui se sont penchés sur notre dossier, ça fait rire !

Nicole : Ce qui était formidable dans ce processus, en plus du fait de produire un document solide, c'était de voir le changement que cela a induit chez les travailleur-euses. Au début, iels étaient frileux-ses à l'idée de contacter des expert-es ou de fournisseur-ses en disant que c'était au manager de le faire. À la fin, iels étaient totalement à l'aise.

Au vu de soutien politique exprimé aux niveaux communal, cantonal et fédéral, de la solidarité des habitant-es de Saint-Prex, de la presse, et des enjeux liés à la décarbonation, avez-vous discuté de la réquisition de l'entreprise ?

T : Pour rigoler, j'ai dit au groupe de travail qu'on pourrait les exproprier ! J'ai lancé l'idée en disant qu'une fabrique de verre est d'une importance stratégique pour l'État.

On l'a vu pour le covid. On a été en manque de tout. À l'époque, notre directeur était venu en nous demandant si on avait l'outillage pour produire des petites fioles pour mettre du désinfectant. Fermer la dernière usine de verre en Suisse, est-ce un risque stratégique pour le pays ? J'ai envie de dire que oui.

On pourrait racheter l'entreprise, mais le problème c'est le coût. Il faudrait investir pour un nouveau four à fusion et la rénovation de l'outillage et des deux lignes de production, qui datent de 2012. La direction a beaucoup laissé aller les choses. Donc c'est compliqué vu les coûts que cela implique. On sait que la direction a eu des propositions de subventions mais sans savoir lesquelles. Dans notre projet, nous avons également pris en compte le fait qu'avec l'entrée en matière de la loi CO₂ début 2025, l'entreprise aurait très certainement pu bénéficier de subsides.

Est-ce qu'une alliance avec d'autres secteurs processionnels est envisageable ? Par exemple, avec les vigneron-n-es ?

T : Vetropack fournit environ 70 % du marché du vin et un petit peu de bouteilles de bière. Les petit-es vigneron-n-es n'achètent pas assez de volume pour se fournir chez nous. Dans notre projet, on avait justement prévu une machine qui fasse de la petite production pour récupérer ces client-es qui sont basés dans le Lavaux, sur la Côte, à Neuchâtel ! Bref, pour favoriser le circuit court. Pour certain-es vigneron-n-es qui se fournissent à l'étranger, cela ne change rien. Certain-es au contraire veulent une bouteille suisse pour un produit suisse.

En Suisse, on est dans un paradigme extrêmement libéral, sans vision stratégique industrielle : que produit-on et où le produit-on. Avez-vous proposé des idées pour le futur de l'entreprise ?

T : Oui, on y a réfléchi. On parle de recyclage, de circuit court. Pourquoi ne pas faire une station de lavage pour les bouteilles sur le site de Vetropack ? On du terrain et une machine de contrôle pour les bouteilles. On s'est un peu renseigné, et ça demande surtout des terrains, mais c'est possible suivant le volume.

Et même ce projet de lavage a été rejeté par la direction ?

T : On ne l'a pas présenté parce qu'on s'est dit que cela demandait de la place, de nouvelles infrastructures et beaucoup d'argent. La direction voulait un projet avec un

minimum d'investissement. On a donc minimisé les investissements, tout en ayant le projet le plus rentable et le plus écologique possible. On aurait pu proposer un four avec de l'hydrogène, plus écologique, plutôt que de l'oxygène mais cela coûte cher. Mais le projet est facilement adaptable à l'hydrogène. En plus, dans ce dernier, il y avait la possibilité de faire de la récupération de chaleur pour du chauffage à distance.

Et pour la suite ?

N : On a demandé le maintien des emplois avec le futur repreneur, s'il y en a un. À ce qu'il n'y ait pas de licenciement avant la fin des négociations et un plan social digne de ce nom. Il faut récompenser les longues carrières des travailleur-euses qui ont donné leur santé et qui considèrent cette entreprise comme la leur. Il y a plein de dysfonctionnements qu'ils ne dénoncent pas : les heures supplémentaires, les plannings qui changent constamment. Ils et elles l'acceptent. C'est maintenant à l'employeur de faire sa part.

Pour finir, j'aimerais revenir sur le cas de Micarna. Contrairement à Vetropack, l'industrie de la viande est en partie vouée à disparaître ou à être fortement réduite pour des raisons climatiques. Comment faire le lien entre ces deux situations ?

N : Micarna est un cas, du point de vue syndical, complètement différent : on n'a pas lutté pour sauver les emplois. Les travailleur-ses non plus. C'était une lutte pour le respect et pour être reconnu-es de la direction. Cette dernière voulait centraliser la production sur un autre site, ce que les travailleur-euses n'ont pas contesté, car un autre service allait être créé à Écublens à la place par Migros. Donc, il n'y aurait pas forcément de perte de places de travail. En revanche, il y aura une perte d'emplois pour les travailleur-euses concernées.

Ce qui a déclenché la grève à Micarna était le manque de considération, alors qu'à Vetropack c'était vraiment pour un sauvetage des emplois. À Micarna, on a demandé, en plus de l'application du plan social, qui est par ailleurs pourri, l'application de mesures supplémentaires. UNIA n'a jamais été reconnu comme syndicat sur le site de Micarna. Migros a depuis changé son plan social au niveau national. On pense que c'est grâce à la mobilisation chez Micarna que l'entreprise a fait cela.

Propos recueillis par **Térence Durig**

À QUI PROFITERAIT LA BAISSE D'IMPÔT?

Profitant de sa majorité au Grand Conseil et de recettes fiscales exceptionnelles provenant du négoce international, la droite genevoise vient de voter, avec l'appui du MCG, une baisse d'impôt conséquente puisqu'elle portera sur un montant minimum de 434 millions.

Basé sur les données de 2021, le montant de 434 millions de pertes fiscales est sous-estimé car les revenus imposables, notamment les hauts revenus, ont progressé depuis lors. La baisse fiscale sera de 11,4 % à 5,4 % et, en moyenne, de 8,7 %. À noter que le Conseil d'État a encore réduit la baisse d'impôt initiale proposée par la droite sans que les conseillers d'État PS et Verts ne se désolidarisent du projet.

Contrairement à la baisse d'impôt de 12 % introduite en 1999, celle-ci modifie directement le barème d'imposition de l'impôt cantonal de base, ce qui entraîne une diminution des recettes de l'impôt communal. Les communes perdront 108 millions sur les 434 millions dont 50 pour la seule Ville de Genève. La loi n'autorisant pas les communes à

présenter des comptes déficitaires, les coupes dans les prestations, notamment en Ville de Genève, seront contraintes.

Aide à la classe moyenne ?

Quels sont les impacts de ce projet de loi en fonction des revenus des contribuables ? Tout d'abord, ceux qui ne sont soumis qu'à la taxe personnelle parce que leurs bas revenus ne sont pas imposables ne verront évidemment pas la couleur de cette générosité fiscale, alors que la droite présente ce projet comme un moyen de redonner du pouvoir d'achat à la population.

Ensuite, bien que le taux de la baisse d'impôt diminue avec la progression des revenus imposables, l'effet en espèces sonnantes et trébuchantes est bien différent – voir le tableau ci-dessous.



Rassemblement des enseignant·es genevois·es, 29 février 2024

Si les 12 424 contribuables disposant d'un revenu imposable d'environ 3000 francs par mois « bénéficieront » d'une baisse d'impôt de 16 francs par mois, les 433 contribuables disposant d'un revenu imposable moyen de 167 000 francs par mois empocheront 6365 francs par mois. Cette baisse d'impôt est ainsi un beau cadeau aux revenus les plus élevés pour lesquels les différentes composantes de la droite constituent leurs représentant·es politiques. Celle-ci présente néanmoins cette baisse d'impôt comme une aide à la « classe moyenne » dont elle a une vision très extensible. Il n'est pas venu à l'esprit de la droite qu'une défense des revenus pouvait passer prioritairement par une hausse des salaires et des rentes.

La tronçonneuse annoncée

L'argumentaire des partisan·nes de la baisse d'impôt prédit que ces montants dont bénéficieront les contribuables va stimuler l'économie et, par voie de conséquence, augmenter les recettes fiscales. C'est dire au canton : nous vous piquons

436 millions mais rassurez-vous, vous allez récupérer 20 millions !

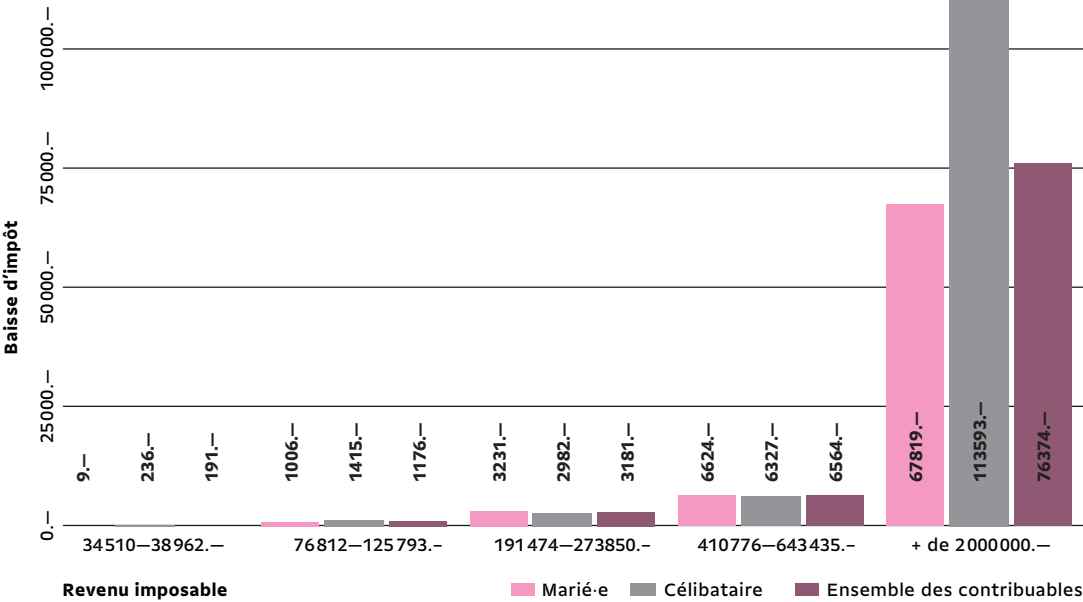
Par ailleurs la droite fait l'impasse sur l'impact sur les prestations publiques dont bénéficient la majorité de la population de ces cadeaux fiscaux aux plus riches. Il ne fait aucun doute que, lorsque les budgets vireront au rouge, des coupes dans les prestations et les dépenses en personnel (aggravant encore la situation) seront postulées pour équilibrer les comptes, alors que la droite avec ses multiples cadeaux fiscaux est à l'origine des déficits.

Pour se rendre compte de ce que représentent les 326 millions de pertes fiscales pour le seul Canton voici quelques équivalences:

- Un subside d'assurance-maladie à 180 francs par mois pour 151 000 personnes ;
- L'équivalent d'une bourse moyenne pour 34 000 étudiant·es ;
- L'aide sociale moyenne pour 12 638 familles ;
- 2092 postes d'enseignants du primaire ;
- 2390 postes d'infirmier·es ;
- 1916 postes de médecins non cadres ;
- 2284 postes de travailleurs sociaux.

La droite a fait passer, avec la loi, le référendum obligatoire, persuadée qu'elle obtiendra l'aval populaire. Cette tactique permet d'éviter d'avoir le point de vue des opposant·es porteur·ses d'un référendum dans la brochure de votation. À nous de nous battre pour montrer à qui profite prioritairement cette baisse d'impôt et, surtout, de nous mobiliser avec les travailleuses et travailleurs du secteur public lorsque les coupes dans les rémunération et les prestations seront sur le devant de la scène.

Bernard Clerc



Quelques exemples de la baisse d'impôt moyenne en francs selon le revenu imposable et le statut marital, en ne tenant compte que de l'impôt cantonal.



Nord de la bande de Gaza, 19 mai 2024

International

Palestine

RECONSTRUIRE GAZA, DÉTRUIRE LE RÉGIME COLONIAL

Depuis qu'Israël a refusé, à la mi-mai, de conclure une trêve avec Hamas et a intensifié son génocide à Gaza, et que des dommages (im)matériels irréparables ont été infligés à la société palestinienne, il ne sera possible de parler de reconstruction de la bande que lorsque les bombardements cesseront. La seule réponse décente de la Suisse face à ce génocide et à cet uricide serait de mettre fin à sa collaboration avec l'État d'Israël, comme elle l'a fait avec la Russie, et d'aider Gaza.

À Gaza, plus de 70 % des logements sont détruits. Israël a également délibérément endommagé ou détruit des sites du patrimoine de Gaza afin d'effacer les preuves de la présence continue de la population indigène.

Gaza aura besoin du plus grand effort de reconstruction d'après-guerre depuis 1945, a estimé l'ONU début mai. Les responsables du Programme des Nations Unies pour le

développement (PNUD) évaluent le coût de la reconstruction d'après-guerre entre 40 et 50 milliards de dollars.

Colonisation sous couvert de reconstruction, et le « capitalisme des désastres »

En 2014, à la suite de l'agression israélienne, un accord appelé Mécanisme de reconstruction de Gaza (GRM) était signé entre Israël, l'Au-

torité palestinienne et l'ONU. Cet accord n'a fait qu'enrichir le secteur de construction israélien et renforcer le blocus de Gaza, en permettant à Tel-Aviv de contrôler totalement le processus de reconstruction et en excluant de ce dernier la société gazaouie.

Des projets de « (re)construction » israéliens ont commencé à apparaître dès les premiers jours de la guerre actuelle. Ces plans représentent essentiellement un moyen de nettoyage ethnique, de colonisation et d'enrichissement. Fin février, le ministre israélien de l'Économie a déclaré qu'Israël demanderait l'aide étrangère, y compris du Golfe, pour reconstruire Gaza lorsque les bombardements cesseront. Ainsi, Israël, qui perpètre l'urbicide, envisage d'enrichir son secteur de la construction aux dépens des donateurs étrangers.

Honte suisse

Le document de la stratégie du Conseil fédéral helvétique pour le Moyen-Orient pour 2021-2024 donne la priorité à des domaines tels que la paix, la sécurité et les droits de l'homme, ainsi qu'à la protection des personnes dans le besoin. Même si elle soutient du bout des lèvres une solution à deux États, la Suisse s'est abstenue les 18 avril et 11 mai lors du vote sur l'admission de la Palestine à l'ONU en tant que membre à part entière, sous prétexte que cette démarche devait d'abord être approuvée par le Conseil de sécurité de l'ONU, qui comprend les États-Unis qui ont imposé leur veto sur cette motion.

Après plusieurs mois de discussions à la suite de l'accusa-

DIAMANTS DE SANG

Israël est l'un des plus gros exportateurs de diamants taillés et polis au monde, son principal produit d'exportation (environ un quart de toutes les exportations). L'industrie des diamants est une pierre angulaire de l'économie israélienne et une source majeure de financement du régime génocidaire. En 2022, Israël a exporté pour environ 11 milliards de dollars de diamants. Ceux-ci proviennent de pays africains comme la Namibie, le Liberia, le Botswana, la RDC.

Les magnats du diamant – comme Beny Steinmetz, Dan Gertler, Lev Leviev – sont étroitement liés au secteur de la sécurité et aux colonies illégales. Steinmetz – l'homme le plus riche d'Israël l'ami de Yoav Gallant (ministre de défense du pays) – a été condamné par le Tribunal correctionnel de Genève pour corruption d'agents publics en Guinée en 2021.

Dan Gertler travaillait étroitement avec le géant suisse de matières premières Glencore actif en République démocratique du Congo (RDC). Le dictateur de la RDC Kabila (2001-2019) a accordé à ce milliardaire israélien un monopole sur l'exportation de minéraux congolais, en échange d'armes israéliennes. Israël a également gardé ses conseillers militaires à la RDC depuis 2019 au moins jusqu'en novembre 2023, pour aider à combattre les rebelles dans les provinces orientales riches en minéraux.

La RDC abrite aussi de vastes réserves de cobalt, de cuivre et de coltan, essentiels à la production d'appareils de haute technologie. Israël est l'un des principaux importateurs mondiaux de coltan, également utilisé dans la fabrication d'équipements militaires. L'électronique occupe la deuxième place après les diamants polis dans la structure des exportations d'Israël.

tion mensongère selon laquelle quelques employé·es de l'UNRWA auraient participé à l'attentat du 7 octobre, la Suisse a finalement décidé le 8 mai de transférer 10 millions de francs à cette agence à Gaza. Ce montant représente ➔

la moitié du celui qui devait initialement être versé à l'UNRWA en 2024 et est dérisoire, sachant que dans son dernier appel du 24 avril l'agence – qui incarne le droit des réfugiés palestinien·es au retour – sollicite environ 1 milliard de francs.

À quand une conférence sur la reconstruction de Gaza ?

Peu avant, le 10 avril, la Suisse avait annoncé qu'elle participerait à la reconstruction de l'Ukraine à hauteur de 5 milliards de francs sur 12 ans en puisant dans le budget de la coopération internationale (au détriment de l'aide allouée à d'autres pays, notamment en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient).

S'agissant de la Palestine, la première chose que devrait faire la Suisse face à la destruction quasi totale de la bande est de cesser d'enrichir l'économie israélienne et de rompre tous liens avec ce pays. Israël est le quatrième partenaire commercial de la Suisse au Moyen-Orient. Les investissements suisses en Israël dépassent le milliard de francs par an. La Suisse doit aussi suspendre sa coopération militaire avec Israël. Mais au contraire, en novembre dernier, au plus fort du génocide, le chef d'Armasuisse rencontrait des représentants d'Elbit pour discuter des projets d'approvisionnement en cours.

Imposer des sanctions dans ces domaines vitaux pour l'économie israélienne constituerait l'un de leviers efficaces sur Tel-Aviv pour mettre fin au génocide. Il est nécessaire d'introduire en Suisse des mesures similaires à celles prises contre la Russie. En tant que pays occupant et génocidaire, Israël doit être forcé à arrêter le génocide et les destructions, et à payer des réparations.

Ne pas prioriser l'aspect technique

À l'heure actuelle, il est nécessaire de faire pression sur les sources de revenus du régime israélien. Il faut exercer les moyens de pression les plus efficaces sur Tel-Aviv pour que la reconstruction ne serve pas à renforcer l'entité génocidaire terroriste, et que la condition obligatoire de la reconstruction soit l'abolition de l'occupation et des politiques coloniales et l'établissement d'un régime démocratique de la rivière à la mer. Les ruines de Gaza doivent donner lieu à la construction d'une société libre indépendante.

Rebecca Mathieu



Marche pour le Soudan, Londres, 11 mai 2024.

International

Soudan

L'ÉCONOMIE POLITIQUE DE LA GUERRE AU SOUDAN

Depuis le 15 avril 2023, le Soudan traverse un conflit armé entre les milices des Forces de soutien rapide et les forces armées. Les forces régionales et globales jouent un rôle important dans cette guerre.

L'un des facteurs qui ont contribué à la formation de l'empire financier des Forces de soutien rapide (FSR) et de son chef Hemedti, allié des Emirats arabes unis et d'Israël, a été son contrôle sur les mines d'or du Darfour et la formation de réseaux parallèles de contrebande d'or. Les FSR ont également participé à la guerre au Yémen en échange d'un soutien financier généreux – un milliard

de dollars – de la part des EAU et l'Arabie Saoudite.

Lutte pour l'or: l'impérialisme extractif

Le Soudan est le troisième producteur mondial d'or en Afrique, et Dubaï est une destination majeure de la contrebande d'or, d'où il est réexporté vers le marché mondial. Entre 2014 et 2018, 4,1 milliards de dollars d'or ont été introduits clandestinement aux

Émirats. Les revenus du commerce de l'or représentent désormais 20 % des revenus totaux de l'économie des Émirats.

Le résultat est que les revenus de l'or n'entrent pas dans le trésor central de Soudan et d'autres pays africains. Ni les taxes, ni les frais de douane ne sont collectés, ce qui conduit à une réduction significative du coût de l'or brut. Ainsi, les Émirats et d'autres gouvernements qui en profitent, comme la Russie et l'Égypte, peuvent donc générer d'énormes excédents.

Lutte pour le contrôle du commerce et des ports

La Chine est également présente au Soudan. Sa présence lui permet de pénétrer et de contrôler toute l'Afrique. La Turquie, de son côté est l'un des pays qui luttent pour contrôler la côte soudanaise qui s'étend sur plus de 700 kilomètres sur la mer Rouge. Son président Erdogan a signé en 2017 un accord stipulant son contrôle du port de Suakin.

D'un autre côté, l'alliance émirati-saoudienne, à la tête du Conseil de coopération du Golfe, utilise trois moyens pour intervenir en Afrique. Le premier est l'intervention diplomatique dans les conflits. Le deuxième consiste à construire des bases militaires (dans la Corne de l'Afrique) et à créer des milices qui soutiennent les intérêts et les politiques du Golfe, comme cela a été fait au Soudan. Le troisième est le travail caritatif et missionnaire par le biais d'organisations islamiques.

Lutte pour les terres fertiles (land grabbing)

Les pays du Golfe importent 90 % de leurs besoins alimentaires. En même temps, les Émirats arabes unis sont considérés comme le quatrième pays au monde en termes de contrôle des terres fertiles, y compris au Soudan.

Ce dernier se classe au huitième rang mondial en termes de superficie de terres cultivées contrôlées par des capitaux étrangers. Le résultat est une augmentation du taux de pauvreté, de la concentration des richesses et du contrôle des terres entre les mains de la bourgeoisie, ainsi qu'une augmentation du taux de chômage et de l'exode rural. Selon la FAO (2023), le nombre de Soudanais souffrant de faim aiguë a doublé pour atteindre 20,3 millions, soit 42 % de la population.

Bandar Nouri chercheur soudanais
Traduction et résumé par notre rédaction
d'un article publié sur alsifir.org en arabe

50 ANS DE LA CHUTE DU FASCISME AU PORTUGAL

La Révolution des Œillets a 50 ans cette année. C'est la dernière en Europe de l'Ouest. Elle a été fêtée par des centaines de milliers de personnes à Lisbonne et dans le reste du Portugal et relayée par la presse internationale comme jamais. Entretien avec Ugo Palheta, sociologue, auteur de *Découvrir la révolution des Œillets*.

À l'heure où fleurissent les mouvements décoloniaux, ce cinquantenaire s'inscrit pleinement dans l'actualité puisque tu expliques que la Révolution n'aurait pas eu lieu sans les mouvements d'indépendance existants dans les colonies portugaises. Effectivement, c'est bien l'action héroïque des mouvements anticoloniaux – en particulier en Angola, en Guinée-Bissau et au Mozambique – qui a permis la chute du régime en accentuant toutes ses contradictions, ces dernières finissant par exploser en 1974. Au début des années 1970, le Portugal est un pays dominé par les grandes puissances capitalistes. Un pays dépendant à bien des égards et le plus pauvre d'Europe, mais c'est également un très vieil empire.

Outre les profits que les grands monopoles capitalistes portugais tirent du pillage et de surexploitation des colonies, le fascisme portugais – mais la République avant lui également – a fait du maintien de l'Empire un enjeu politique et symbolique central.

Quand les militant·es anti-coloniaux·ales angolais·es lancent une première offensive en 1961, le régime intensifie la propagande coloniale pour susciter une union sacrée autour de la défense de l'empire (l'obtenant en bonne partie au début, les communistes mis·es à part), et lance une guerre qui va durer 13 ans, jusqu'au 25 avril 1974.

Entretiens, la dictature va consacrer une part de plus en plus importante de ses ressources à la guerre (jusqu'à 40 % du budget de l'État), rendant impossible de satisfaire un tant soit peu les besoins de la population. Dans les campagnes, les quartiers populaires des villes et *a fortiori* les bidonvilles qui ont poussé dans les années 1960 à Lisbonne et Porto notamment, la population vit dans des conditions misérables.

Avec l'instauration du service militaire de quatre ans en 1968, c'est cette misère qui va pousser à l'exil plus d'un million de Portugais·es, dans un pays qui compte à peine plus de 8 millions d'habitant·es au début des années 1970. Paradoxalement, c'est de l'institution qui constituait le pilier du régime – l'armée – que va venir la solution, puisque le régime tombe en quelques heures le 25 avril 1974, grâce à un soulèvement militaire mis en œuvre par un mouvement clandestin d'officiers intermédiaires (capitaines et commandants), convaincus qu'il faut en finir avec la guerre coloniale et, pour cela, se débarrasser de la dictature.

Dans les manuels d'histoire, la Révolution des Œillets est décrite comme un mouvement de révolte d'officiers intermédiaires contre la dictature qui, après quelques péripéties, remettent le pouvoir à des gens sérieux et forcément dé-

mocratiques. La réalité est plus complexe et a suscité un espoir anticapitaliste tant dans le pays, que dans notre camp social ailleurs. On oublie bien souvent que la Révolution portugaise, ce ne sont pas seulement les œillets du 25 avril 1974. L'image très photogénique de ces soldats acclamés par la foule et mettant des fleurs à la pointe de leurs fusils.

Évidemment, la chute d'une dictature fasciste presque cinquantenaire est en elle-même un fait d'une importance considérable, qu'il importe de célébrer. Mais il ne doit pas faire oublier la part inassimilable, par la bourgeoisie, du 25 avril : le fait que cette journée inaugure un processus révolutionnaire de 19 mois qui ne fut prévu par personne. Le 25 avril aurait en effet pu demeurer une transition dans l'ordre entre une forme politique particulièrement brutale de domination du capital à une autre, reposant sur des élections libres et pluralistes, et la garantie de certaines libertés démocratiques. C'est grosso modo ce qui va se passer dans l'État espagnol. Au Portugal, c'est alors le projet de la fraction de la bourgeoisie aspirant à une modernisation de l'économie nationale, mais aussi du MFA (Mouvement des forces armées, regroupant les officiers opposés à la dictature).

Ce qui va déjouer ces plans, c'est l'irruption sur la scène politique

des travailleuses des villes et des campagnes du Sud, par les méthodes du mouvement ouvrier : grèves de masse, occupations, blocages, manifestations de rue quasi-quotidiennes, etc. Le propre d'une révolution, pour reprendre la définition de Lénine, c'est que les dominants ne peuvent plus (dominer comme ils le faisaient), et que les dominé·es ne veulent plus (être dominé·es comme ils et elles l'étaient). C'est précisément ce qui se joue au Portugal en 1974-75. Non seulement un État paralysé et fracturé (notamment du fait de l'action de ces capitaines qui brisent la hiérarchie militaire), accompagnant une insubordination généralisée des classes populaires. Mais aussi les plus grands mouvements grévistes de l'histoire portugaise, une multiplication des initiatives de contrôle ouvrier dans les grandes usines, un vaste mouvement d'occupation et d'autogestion de terres dans les campagnes du Sud, l'appropriation à une échelle de masse de maisons vides pour loger des habitant·es des bidonvilles, créer des crèches, etc.

Cinquante ans plus tard, le parti d'extrême droite Chega (« ça suffit ») remporte 50 sièges avec 18 % des voix aux élections du 10 mars dernier. Le dirigeant de ce mouvement se revendique aussi du 25 avril qui aurait été confisqué par la



gauche et l'extrême-gauche, tout en faisant sa campagne en attaquant les minorités (gitan·es, migrant·es, de genre...), en promettant d'abroger les accords de circulation avec les anciennes colonies et en dénonçant une insécurité peu existante dans le pays. Bref, les thèmes classiques de ses confrères en France, en Italie, en Suisse... Comment en est-on arrivé là ?

Ce que rejette Chega, c'est précisément le processus révolutionnaire portugais. Car ce processus a permis la décolonisation, alors qu'une partie de la bourgeoisie portugaise et leur représentant politico-militaire après le 25 avril, le général Spínola, voulaient une solution néocoloniale : une fédération sous domination portugaise. Ce sont aussi les luttes populaires après le 25 avril qui ont permis d'imposer les libertés politiques fondamentales pour la classe travailleuse, en particulier le droit de grève, alors que Spínola voulait un État fort avec une législation très restrictive en matière de grève.

Ce qu'exalte Chega et son leader trumpiste Ventura, c'est à la fois la nostalgie de l'empire, un régime autoritaire où chacun·e restait à sa place, le racisme anti-tsiganes et anti-immigré·es, la négrophobie, ou encore la misogynie (d'où son attrait important pour les jeunes hommes, qui réagissent à la montée du féminisme par un masculinisme exacerbé).

Mais la progression rapide de Chega s'explique également par une série de facteurs politiques : en premier lieu la déception, voire le sentiment de trahison, qu'a engendré l'expérience du PS au pouvoir (surtout au regard des accusations de corruption qui ont conduit à la démission d'Antonio Costa, le Premier ministre socialiste pendant 9 ans); la radicalisation de certains secteurs de la droite politique (de nombreux cadres actuels de Chega viennent des partis traditionnels : PSD et CDS-PP); la présence croissante dans les médias dominants de cet agitateur habile qu'est Ventura qui, comme ses équivalents ailleurs, a su alimenter diverses « paniques morales »; la lame de fond internationale en faveur de l'extrême droite (avec l'influence spécifique du bolsonarisme au Portugal, à travers divers influenceurs s'exprimant sur les réseaux sociaux).

Il faut ajouter à cela que l'extrême droite n'avait jamais disparu au Portugal : non seulement existaient des courants politiques (il est vrai jusque-là groupusculaires), mais aussi et surtout des sensibilités présentes dans les organisations de droite ou les médias dominants.

Dans ce contexte, émaillé aussi d'affaires touchant le PS, quel rôle notre camp social (du Bloc de gauche aux collectifs de soutien

aux sans-papiers, de Luta Justa, collectif de quartier aux syndicats et d'autres) peut-il jouer pour faire revivre les idéaux sociaux et anti-capitalistes portés en 1974 et 1975 ?

Comme dans bien des pays, l'un des facteurs de la montée de l'extrême droite c'est effectivement la difficulté pour la gauche radicale portugaise – Bloc de gauche mais aussi Parti communiste portugais – à apparaître comme une alternative politique, y compris sur le terrain électoral.

Après les années marquées par une cure d'austérité extrêmement brutale imposée au peuple portugais par la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI), le Bloc et le PCP ont été amenés à soutenir le PS sans participation au gouvernement. Cela a permis certaines mesures positives dans la période 2015-2019, mais pas de retour sur les pires contre-réformes de la Troïka (et encore moins des conquêtes sociales).

Lorsque ces deux partis ont fini par lâcher le PS, ils ont été sanctionnés électoralement et le PS a obtenu une majorité absolue. La division entre les deux forces, liée au sectarisme du PCP qui depuis la fondation du Bloc de gauche (1999) refuse toute discussion avec lui, n'y est pas pour rien.

Mais comme ailleurs il y a une difficulté de plus grande ampleur,

à savoir les liens distendus de la gauche radicale avec les classes populaires. Accroître notre *capacité hégémonique*, autrement dit, unifier autant que possible la classe travailleuse – avec ou sans emploi, des villes et des campagnes – autour d'un projet politique de rupture et entraîner dans son sillage d'autres couches sociales (petite bourgeoisie salariée, petit·es indépendant·es appauvri·es, etc.), dans les luttes comme dans les urnes, voilà sans doute la tâche historique de la gauche, au Portugal comme ailleurs. On ne sait pas quelle étincelle mettra le feu à la plaine mais des explosions sociales et des convulsions politiques vont survenir : il faut s'y préparer en accroissant le niveau d'organisation des exploité·es et des opprimé·es, en brisant les sectarismes croisés (entre secteurs de lutte, entre organisations) et en toute indépendance de la bourgeoisie et de ses représentant·es politiques.

Entretien de la rédaction ■



Ugo Palheta, *Découvrir la révolution des Œillets. Portugal (1974-1976)*. Paris, Éditions sociales, 2024



988 Photography

Manifestation contre le projet de loi du gouvernement français, Nouméa, 9 mai 2024.

International Kanaky France

UNE TENTATIVE DE MINORISER LES INDÉPENDANTISTES

Après l'avancement unilatéral du dernier référendum pour l'indépendance de 2021, largement boycotté par les Kanaks, le projet de loi élargissant le corps électoral de la Kanaky attise les tensions. Celui-ci nie une fois de plus le droit à l'autodétermination des autochtones et met à nu la brutalité coloniale de l'État français.

Le 13 mai 2024, l'Assemblée nationale française a voté la loi constitutionnelle « portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie » présentée par le gouvernement. Ce projet de loi élargit le corps électoral de la Kanaky à quelques 25 000 citoyen·nes supplémentaires nées ou résidant depuis plus de dix ans sur le territoire pour les prochaines élections locales.

La Kanaky, un territoire singulier

Pour comprendre l'impact de ce projet, il est nécessaire de revenir brièvement sur l'histoire de ces territoires. Ce que l'État français appelle la Nouvelle-Calédonie est un ensemble d'îles et d'archipels de l'ouest de l'océan Pacifique. Territoire colonisé depuis 1853, il s'agit d'abord d'une colonie pénitentiaire

où sont déporté·es les condamné·es aux travaux forcés, puis les communard·es et les indépendantistes algérien·nes. Devenue colonie de peuplement, la Nouvelle-Calédonie est un territoire inscrit sur la liste des territoires non autonomes à décoloniser établie par les Nations Unies depuis 1986.

Habitant ces territoires depuis environ trois mille ans, les Kanak·es sont le peuple premier de la Kanaky. En 2019, on compte près de 271 000 habitant·es, dont 41 % de Kanak·es, 24 % d'Européen·nes et 11 % de métis·ses. Cet archipel est marqué par des inégalités socio-économiques racialisées importantes. Majoritaires jusque dans les années 1970, les Kanak·es passent sous la barre des 50 % de la population du fait de l'arrivée de nouvelles populations lors du boom du nickel.

Le taux d'activité des Kanak·es est inférieur de 20 points à celui des Européen·nes en 2014, tandis que le

taux de non-diplômé·es est quatre fois plus important chez les Kanaks que chez les Européen·nes.

La lutte pour l'autodétermination du peuple Kanak

Dans leur lettre ouverte au peuple de France, le peuple Kanak revient sur l'histoire des luttes d'indépendance et ses nombreuses révoltes (1878, 1917, 1984/1988). À Nainville-Roches, en juillet 1983, deux principes importants sont posés : la reconnaissance par l'État français du « droit inné et actif à l'indépendance » pour le peuple Kanak et l'acceptation par le peuple Kanak d'associer les différentes communautés au processus de décolonisation de la Kanaky. Ces deux principes sont intrinsèquement liés, le deuxième ne saurait être mis en œuvre en l'absence du premier.

En 1998, avec les accords de Nouméa, l'État français reconnaît

pour la première fois les violences coloniales et prévoit un transfert progressif de compétence vers la Kanaky, un plan de réduction des inégalités ainsi que trois référendums pour déterminer l'indépendance de la Kanaky. Afin de préciser la composition des listes électorales présents dans ces accords, en 2006 est adopté le gel du corps électoral en Kanaky, réservant le droit de vote aux élections provinciales et territoriales aux personnes installées sur le territoire depuis dix ans à la date du 8 novembre 1998.

La continuité coloniale française à l'œuvre

Aujourd'hui, le projet de loi constitutionnel devrait élargir de 14 % l'électorat local. Les groupes indépendantistes acceptent d'ajouter aux listes provinciales les personnes nées après 1998, mais refusent l'élargissement aux nouveaux·elles arrivant·es. L'État propose ainsi une condition de résidence de 10 ans, sans pour autant fournir une étude d'impact de cette réforme sur les prochaines échéances électorales.

Ce projet de loi reste dans la continuité de la brutalité juridique de l'État. Prévus par les accords de Nouméa, trois référendums pour l'indépendance ont eu lieu : 2018 (56,7 % de *non*), en 2020 (53,3 % de *non*). Puis le scrutin prévu initialement en 2022 a été avancé par Macron contre l'avis des populations locales en 2021, présentant une abstention record de 56,13 %. Largement boycotté par les Kanak·es, ce référendum ne peut être considéré comme légitime.

Derrière l'élargissement du corps électoral, c'est bien la remise en cause par le gouvernement du processus de décolonisation et de la construction locale d'une communauté de destin en Kanaky qui est visé.

À la suite du vote, de nombreuses révoltes et barrages ont éclaté sur l'archipel à l'appel du peuple Kanak. Une situation jugée insurrectionnelle par le gouvernement, qui a décidé de réprimer violemment une insurrection qu'il a lui-même provoquée. L'état d'urgence a été décrété mercredi 15 mai, s'accompagnant de restriction des libertés et d'un ban de TikTok. Trois Kanaks ont été assassiné·es par balle lors des affrontements, à priori tués par des Européen·nes. Ce bilan sanglant aurait pu être évité si le gouvernement avait choisi de respecter le processus de décolonisation, au lieu de provoquer le peuple Kanak.

Marie MK

POUR UN ÉCOSOCIALISME DÉCOLONIAL

À Buenos Aires du 9 au 11 mai 2024 ont eu lieu les VI^{es} Rencontres écosocialistes internationales et la première Rencontre écosociale d'Amérique latine et des Caraïbes. La première Rencontre écosocialiste internationale avait eu lieu à notre initiative à Genève en 2014. Entretien avec Vanessa Dourado, d'Attac Argentine et l'une des chevilles ouvrières du comité d'organisation

Quelle perspective politique a animé ces VI^{es} rencontres ?

Ce que nous avons pu constater lors de ces rencontres est une affirmation d'une perspective du Sud Global, en particulier sur deux questions centrales : la question anticoloniale et la question de l'antiracisme. Dans la perspective du Sud, ces deux questions sont des thèmes centraux, qui n'ont pas été suffisamment abordés lors des réunions précédentes, alors que nous les considérons fondamentaux pour pouvoir construire un mouvement écosocialiste qui soit inclusif et qui intègre l'Amérique latine et les Caraïbes : qui se décentre de l'occident.

Ces deux points sont essentiels pour ne pas reproduire une logique colonialiste que nous appelons « colonialisme vert ». Celle-ci se reproduit par deux mécanismes. D'une part les discours dominants ignorent l'histoire de la colonisation et sa continuation dans le

temps après les processus de décolonisation, invisibilisant ces rapports de domination. D'autre part, les récits d'urgences sur la nécessité de décarbonation, d'abandon des combustibles fossiles et de la création d'alternatives « propres » imposent un cadrage occidental du problème. Ces récits néolibéraux imposent aux pays du sud des mégaprojets d'infrastructures « vertes » tout en faisant fi des réalités locales et des destructions environnementales que ces projets entraînent.

La dénonciation de ces fausses solutions est essentielle. C'est pourquoi il est important que la lutte soit internationaliste, mais en comprenant les différences entre le Nord et le Sud et en y incluant nos exigences historiques.

Quel bilan fais-tu des Rencontres ?

Nous sommes très satisfait·es de l'événement qui a eu lieu à Buenos Aires. Nous pensons que les ren-

contres ont été un succès ! surtout en raison du nombre de collectifs et d'activistes présent·es. Plus de 40 organisations étaient représentées avec plus de 200 activistes venant de plus de 15 pays différents.

Les débats se sont déroulés de manière démocratique, autogérée et participative et ont donné une bonne mesure de la force de la perspective écosocialiste. Ceci a constitué une surprise pour nous, puisqu'en Amérique Latine les collectifs et mouvements sociaux sont peu à se réclamer de l'écosocialisme.

Nous avons aussi été surpris·es par la diversité des collectifs présents : des collectifs du mouvement féministe et écoféministe, des représentant·es de syndicats d'Amérique latine et d'Europe, une forte participation des assemblées territoriales argentines, des secteurs en lutte contre l'extractivisme, contre l'accaparement des terres ou de l'eau, de mouvements contre les mines et le saccage des territoires, du mouvement paysan et du mouvement indigène. Plusieurs personnes du monde académique et intellectuels étaient également présentes.

Quelle est l'importance de cette diversité pour les rencontres ?

Dans notre perspective, il est nécessaire qu'un changement culturel prenne place dans ces luttes. Ce dernier doit commencer par une rupture avec la logique colonialiste qui place souvent les problèmes du Nord au centre du débat et exclue les pays du sud de la conversation. Pour nous c'est une continuité du processus de colonialisme et de colonisation qui n'a pas cessé au moment des indépendances mais a muté pour persister sous de nouvelles formes.

Nombre de communautés indigènes et paysannes continuent à résister sur leurs territoires. Elles constituent un élément fondamental pour un écosocialisme qui soit réellement efficace, qui fonctionne et qui atteigne son objectif central. La diversité des collectifs présents aux rencontres incarne pour nous cette possibilité d'un avenir écosocialiste différent de la trajectoire actuelle.

Quelles perspectives pour la suite ?

Nous avons décidé de créer une coordination internationale permanente et de continuer à construire des espaces de débats et de réunions thématiques avant les VII^{es} Rencontres, qui auront lieu en Belgique en 2026. D'autre part, dans la perspective des mobilisations internationales et notamment latino-américaines contre la COP 30 qui aura lieu à Belém, au Brésil, en novembre 2025, nous allons créer un réseau écosocialiste latino-américain.

Les 2^e Rencontres écosocialistes Latino-américaines et des Caraïbes auront lieu dans cette même ville brésilienne, en même temps que le contre-sommet à la COP. Nous allons également continuer à élaborer notre programme et une stratégie écosocialiste internationaliste, dont la rédaction a commencé lors des VI^{es} rencontres avec toutes les organisations présentes.

Nous voulons nous élargir aux réseaux et mouvements existants sur notre continent, afin de mettre la vie et la protection de la nature au centre de nos pratiques. Pour cela il n'y a pas d'autre possibilité que l'adoption d'une perspective écosocialiste et internationaliste !

Propos recueillis par Juan Tortosa

Photo de groupe des VI^{es} Rencontres écosocialistes internationales, Buenos Aires, 11 mai 2024



TRANSPHOBIE DÉCOMPLEXÉE TOUS AZIMUTS

Suite à la publication de l'ouvrage transphobe *Transmania*, une déferlante d'attaques à l'encontre des personnes trans* se dessine dans le paysage politique francophone. Loin de se cantonner à une guerre philosophique sur l'existence ou non de la transidentité, il est essentiel de situer ces attaques dans la séquence politique actuelle de fortification de l'extrême droite conservatrice.

Transmania ce n'est pas qu'un torchon transphobe dont il faut oublier l'existence (même si aussi). Les autrices qui se réclament du « femellisme » – un mouvement essentialisant et conservateur qui définit et défend la femme comme « femelle humaine », mobilisent un arsenal d'arguments proches de celui du collectif Némésis et de ses alliées. Ces femmes de droite, sous couvert de « féminisme », participent à véhiculer une idéologie conservatrice tout en réifiant la femme blanche cisgenre occidentale, qu'elles constituent en sujet politique fantasmé au centre de leur politique.

Une femme qu'elles prétendent attaquée par les trans, les hommes racisés, les musulmans et tous les étrangers... La maison d'édition de *Transmania*, Magnus, située bien à droite, a édité des livres « antiwoke », anti-immigration, complotistes, machistes, qui sacralisent la culture française universaliste et le nationalisme voire prétendent « mettre le politiquement correct au tombeau » ; un bel échantillon du programme de l'extrême droite.

M. Stern et D. Moutot s'inscrivent dans ce réseau et y sont totalement acquies. Leur campagne de promotion de *Transmania* ainsi que la critique de la censure dont

l'ouvrage fait l'objet – preuve même de l'existence du « lobby LGBT » selon elles – est largement soutenue par le RN, Zemmour, Némésis et consorts. Rien d'étonnant, puisqu'elles participent activement à alimenter les discours réactionnaires et à augmenter les rangs de l'extrême droite en démultipliant les différents réseaux auxquels celle-ci peut s'adresser : autrement dit, ce sont d'excellentes propagandistes.

Transphobie d'État

Mais c'est en dehors des librairies que la situation est la plus inquiétante. Partout dans le monde, l'état se resserre autour des quelques droits existants pour les personnes trans* et plus largement les communautés LGBTQIA+. Aux États-Unis, des lois sont imposées dans plusieurs États, interdisant les transitions, les bloqueurs de puberté, les traitements hormonaux et les chirurgies de réassignation de genre.

Dans l'État espagnol, la progressiste Ley Trans a été abrogée à Madrid, en une pichenette, par le gouvernement local dirigé par Díaz Ayuso (Parti populaire, droite conservatrice). En France, un projet de loi déposé au Sénat demande d'interdire les transitions pour mineurexs tout en renforçant la psychiatrisation de leur suivi. Ce projet, dont le doublet a été déposé à l'Assemblée nationale par le RN, va jusqu'à punir par des peines de prison les docteur·xs qui suivent les jeunes trans.

En Suisse non plus, on ne peut pas se targuer d'excellence en la matière. Il y a quelques jours, la RTS alertait son lectorat : les agressions lgbtphobes ont plus que

doublé en comparaison aux signalements de 2022. Rappelons qu'aucune protection juridique dédiée n'existe sur le territoire helvétique pour les personnes trans* qui ne sont nommées nulle part et que les médias proposent un traitement des questions LGBT lacunaire et loin des réalités vécues – en début d'année l'association Transgender Network Switzerland pointait encore du doigt le traitement médiatique effectué par la RTS.

Le droit à disposer librement de son corps

En réalité, ce qui est fortement attaqué et qu'il nous faut absolument protéger, c'est le droit à disposer librement de nos corps. Ce que les fronts de droite s'évertuent à mettre en place c'est une forte discipline des corps : les contrôler lorsque qu'ils avortent, transitionnent, accouchent, traversent la méditerranée, migrent, fuient, manifestent, s'opposent, votent etc.

À l'instar des critiques faites au « wokisme », les attaques contre les personnes trans* mais aussi contre les droits reproductifs s'inscrivent dans une même stratégie politique de la droite favorisant le populisme. Force est de constater que les conservateur·ices sont bien armées et cohérent·es dans leur (re) construction politique ; ils·elles ne se contentent pas de promouvoir une austérité économique mais s'immiscent dans les moindres recoins culturels et identitaires en forgeant l'identité réactionnaire.

Pour ces raisons, il est essentiel de combattre ces attaques de l'extrême-droite tout en développant une stratégie globale de défense des revendications queer-féministes, antiracistes et populaires. Jusqu'à présent, la gauche traditionnelle n'a pas su défendre les personnes trans* et leurs revendications.

Trop souvent, les questions queer sont pensées comme déconnectées des classes populaires. Ce raisonnement participe à invisibiliser l'extrême précarité dans laquelle, une grande partie des personnes queer se trouve. Pourtant, des forces, il y en a. La mobilisation massive en France à l'appel de la tribune publiée sur *Politis* démontre bien le potentiel de mobilisation dont sont dotés aujourd'hui les espaces transféministes.

Il est temps, plus que jamais, de construire des propositions politiques qui défendent le droit à disposer librement de nos corps, conjointement avec les mouvements existants et contre l'extrême-droite.

Carmen

Manifestation contre la transphobie, Paris, 5 mai 2024.



BERLIN SE MEURT SOUS LA CENSURE

Face à la répression qui s'intensifie de jour en jour, comment les activistes pour la cause palestinienne peuvent-ils encore s'organiser en Allemagne ? Tour d'horizon de la répression sans limite à Berlin.

Il a fallu peu de temps après le début du génocide à Gaza pour que l'Allemagne se positionne comme l'un des plus grands soutiens de l'État d'Israël et de son apartheid. L'entier de l'échiquier politique, du SPD à l'AfD en passant par les conservateur·ices CDU sont d'accord : toute critique d'Israël équivaut à de l'antisémitisme. En France au moins, une maigre voix contradictoire existe au travers de la France Insoumise. En Allemagne son équivalent Die Linke est gangrené par l'idéologie anti-deutsch, de gauche sioniste.

Le résultat est une censure constante et oppressante malgré que le fait que l'Allemagne soit le pays d'Europe comptant le plus de ressortissant·es palestinien·nes. À Berlin en particulier, le gouvernement conservateur opère une véritable chasse aux sorcières. Tout d'abord, le retrait de financements et les fermetures de lieux. Le centre culturel Oyoun – qui comptait une trentaine d'em-

ployé·es – a vu ses financements brutalement stoppés à la suite d'une conférence à laquelle était invitée une organisation juive décoloniale.

À la suite de la Berlinale et du discours critique du sionisme d'un réalisateur israélien, plusieurs voix se sont élevées pour pénaliser financièrement le fameux festival de cinéma. Plus récemment encore, un centre queer-féministe avec des foyers pour jeunes personnes – Frieda – a fermé du jour au lendemain. La cause : des posts pro-Palestine sur le compte Instagram privé d'une travailleuse du centre.

Et ce n'est que la pointe de l'iceberg : les interdictions de territoire pour des figures palestiniennes, l'interdiction du Congrès Palestine, les arrestations abusives et arbitraires ou encore les visites de Police à domicile et perquisitions chez les activistes. Tout cela avec le soutien de la majorité de la presse, dont notamment le groupe

Axel Springer qui détient des intérêts financiers immobiliers dans les territoires de la Palestine occupée.

Agenda mortifère et néolibéral
Le résultat est une base militante affaiblie et isolée qui peine à s'organiser massivement. Tout espace financé par l'État ou la Ville applique la loi du silence. Les activistes sont traqué·es et calomnié·es dans les médias, voir doxxé·es. En dehors de la défense claire des intérêts économiques de la bourgeoisie liés aux ventes d'armes et liens économiques avec Israël, le discours sur l'antisémitisme est désormais également part intégrante des politiques néolibérales de la ville de Berlin. Sans opposition, cette dernière peut continuer de couper dans les structures sociales et la culture contestataire dans un contexte de gentrification à grande vitesse.

Seb Zürcher

Manifestation à l'occasion de la commémoration des 76 ans de la Nakba, Berlin, 18 mai 2024



Hanif Shoaie

UNE ANTHOLOGIE SUR L'ANTI-SIONISME

En janvier de cette année, l'Union juive française pour la paix (UJFP), organisation antisioniste, a publié chez Syllepse un ouvrage *Antisionisme une histoire juive* pour contrer les mensonges médiatiques selon lesquels la critique de l'État d'Israël et du sionisme équivaut à de l'antisémitisme.

Ainsi, lors du 75^e anniversaire de la rafle du 16 juillet 1942 contre la population juive dans la région parisienne, le président Emmanuel Macron avait déclaré, en présence de Benjamin Netanyahu (invité surprise) : « *Nous ne céderons pas à l'antisionisme, car il est la forme réinventée de l'antisémitisme* ». Ce propos ignare suscita la publication chez Libertalia du livre *Antisionisme = antisémitisme ? réponse à Emmanuel Macron*, par le journaliste Dominique Vidal.

De manière détaillée, *Antisionisme, une histoire juive* recense les nombreuses oppositions (mal connues) au sionisme, au sein des communautés juives, de 1885 à 2020 et à l'échelle mondiale. « *Jusqu'à l'établissement de l'État d'Israël en 1948, la plupart des antisionistes étaient juifs et jusqu'au début de la seconde guerre mondiale les Juifs religieux, révolutionnaires, libéraux et bourgeois, étaient majoritairement antisionistes* » (Introduction). Parmi ces opposant·es, le parti socialiste juif de Pologne, le Bund, dont la base fut victime du génocide hitlérien; dans le monde arabe, les ligues juives contre le sionisme en Irak et en Égypte; dans la Palestine mandataire d'avant 1948, les partisan·es d'un État binational juif-arabe, opposé·es au suprématisme sioniste; ou, dès les années 1960, le groupe antisioniste Matzpen en Israël.

Hans-Peter Renk



Antisionisme une histoire juive, Paris, Syllepse, 2023



JAB
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LAPOSTE
Journal **solidarités** - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

solidarités

C'est quoi
ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidarités, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir !

Abonnez-vous !

435

24 05
2024

Abonnements

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- ☐ Annuel fr. 80
- ☐ Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- ☐ Soutien 150
- ☐ 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

- **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

3-4	National Une occupation historique à l'Université de Lausanne	5-6	Monde du travail Vetropack: quand les travailleur-ses montrent la voie, le capitaliste regarde la <i>bottom-line</i>	7	Genève A qui profiterait la baisse d'impôt?	8	International Reconstruire Gaza, détruire le régime colonial	9	International L'économie politique de la guerre au Soudan	10-11	Histoire 50 ans de la chute du fascisme au Portugal	12	International Une tentative de minoriser les indépendantistes en Kanaky	13	Écologie Pour un écosocialisme décolonial	14	Queer Transphobie décomplexée tous azimuts	15	Culture Berlin se meurt sous la censure A lire Une anthologie sur l'antisémitisme
------------	---	------------	--	----------	---	----------	--	----------	---	--------------	---	-----------	---	-----------	---	-----------	--	-----------	--